

TRADUCTION

F. 85 — 2710

20 NOVEMBRE 1985
Arrêté de l'Exécutif flamand portant modification de l'arrêté royal du 9 septembre 1981
relatif à la protection des oiseaux en Région flamande

L'Exécutif flamand,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment l'article 31, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1972 et complété par les articles 31bis et 31ter, insérés par le décret du 27 juin 1985;

Vu la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970 et approuvée par la loi du 29 juillet 1971, modifiée par le Protocole du 20 juin 1977, approuvé par la loi du 20 avril 1982;

Vu la décision M(72)18 du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 30 août 1972 relative à la protection des oiseaux;

Vu la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 2 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de prendre sans tarder des mesures légales afin de satisfaire aux dispositions de la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes relative à la conservation des oiseaux sauvages;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature;

Le président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire,
de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature,

P. AKKERMANS

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. L'alinéa 1er de l'article 1er de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté s'applique à tous les oiseaux appartenant à une des espèces d'oiseaux, en ce compris toutes les sous-espèces, races ou variétés de ces espèces, vivant à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres des communautés européennes, que ces oiseaux soient vivants, morts ou naturalisés. »

Art. 2. L'annexe 3 de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande est abrogé.

Art. 3. Pas mesure transitoire, les dispositions concernant la dérogation aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 9 septembre 1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande, reprises aux articles 6 et 7 de l'arrêté royal susvisé, restent d'application, jusqu'au 31 décembre 1986, aux oiseaux mentionnés à l'annexe 3 de l'arrêté royal précité.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 novembre 1985.

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 85 — 2711

20 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional wallon déterminant les conditions d'autorisation de déversement des poissons dans les eaux soumises à la loi sur la pêche fluviale

L'Exécutif Régional wallon,

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment les articles 10 et 25;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, 6°;

Vu l'avis du Conseil Supérieur Wallon de la Pêche;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Région wallon pour le Budget et l'Energie et du Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du territoire et de la Forêt pour la Région wallonne;

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Les Ministres : le ou les membres de l'Exécutif Régional wallon ayant dans leurs attributions la pêche fluviale et l'industrialisation de la pisciculture;

2. Les poissons : toutes espèces de poissons, mollusques et crustacés vivants, leurs œufs et semences;

3. Le pisciculteur : toute personne, physique ou morale, pour laquelle l'élevage, le stockage, le transport ou l'importation de poissons destinés à être déversés, constituent un revenu.

Art. 2. Les Ministres autorisent les pisciculteurs à déverser des poissons dans les eaux soumises à la loi sur la pêche fluviale.

L'autorisation est subordonnée notamment au respect des conditions suivantes :

1. la tenue d'un inventaire permanent des quantités de poissons avec indication de leur origine;

2. la tenue de documents de gestion pour chaque unité d'élevage, précisant les charges et résultats des vidanges;

3. le maintien de ces documents à la disposition permanente du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche;

4. la détention d'un certificat d'examen sanitaire, délivré par un des laboratoires visés à l'article 4;

5. l'autorisation d'accès aux installations des pisciculteurs pour le Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, et éventuellement pour le vétérinaire du laboratoire chargé de l'examen sanitaire.

Les Ministres arrêtent la forme et le contenu des demandes et documents, ainsi que la procédure d'octroi et de retrait de l'autorisation.

Art. 3. Le certificat d'examen sanitaire visé à l'article 2 porte sur les maladies suivantes : mycoses, maladies bactériennes, maladies virales, parasitoses à protozoaires et à métazoaires, traumatismes.

Et en particulier pour :

1. les poissons de la famille des Salmonidés : septicémie hémorragique virale, nécrose pancréatique, furunculose, myxosomose;
2. la carpe (*Cyprinus carpio*) : virémie printanière, érythrodermatite;
3. le brochet (*Esox lucius*) : rhabdovirose du brochet;
4. les écrevisses pour la maladie suivante : peste de l'écrevisse.

Art. 4. Les Ministres désignent les laboratoires chargés de déceler les agents pathogènes susceptibles de causer les maladies énoncées à l'article 3, après avis favorable d'une commission composée :

1. du Directeur général de l'Administration ayant les ressources naturelles et l'environnement dans ses attributions, ou de son délégué, qui exerce les fonctions du président;
2. d'un fonctionnaire du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche;
3. du fonctionnaire chargé du dossier de demande d'autorisation;
4. de deux personnalités scientifiques dont la compétence en matière piscicole est reconnue et que les Ministres choisissent parmi les membres du corps enseignant des établissements d'enseignement supérieur. Ces deux personnalités peuvent se faire représenter par leur suppléant désigné par les Ministres.

Les ministres régissent l'organisation et le fonctionnement de cette Commission.

Art. 5. Les laboratoires repris à l'article 4 doivent répondre aux critères suivants :

- être installés en Région wallonne, sauf dérogation dûment justifiée par l'absence de compétence ou de matériel spécialisés;
- disposer du matériel indispensable à la détection des maladies énoncées à l'article 3;
- disposer du personnel spécialisé et notamment d'un docteur en médecine vétérinaire détenteur d'un certificat établissant qu'il a suivi une formation complémentaire en pathologie des poissons ou disposant d'une compétence reconnue équivalente par la Commission visée à l'article 4;
- être indépendant des pisciculteurs.

Art. 6. Le Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche est chargé de prélever des poissons destinés au déversement et de les envoyer aux laboratoires visés à l'article 4.

Art. 7. Sans préjudice de l'application des articles 25, 26 et 27 de la loi sur la pêche fluviale, l'autorisation de déversement peut être retirée par les Ministres lorsque le déversement est effectué en violation de l'article 2 du présent arrêté.

Art. 8. L'article 2, alinéas 1 et 2, et l'article 7 entreront en vigueur après la publication au *Moniteur belge* des arrêtés d'application prévus aux articles 2 et 4 du présent arrêté.

Art. 9. Les Ministres sont chargés de l'application du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 1985.

Le Ministre-Président de la Région wallonne chargé de l'Economie,

J. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 2711

20. November 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der Bedingungen für die Genehmigung, Fische in Gewässer einzusetzen, die dem Gesetz über die Flussfischerei unterliegen

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, insbesondere der Artikel 10 und 25;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und insbesondere des Artikels 6 § 1 Punkt 6;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für das Fischereiwesen;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Haushalt und Energie und des Ministers der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses, versteht man unter :

1. der Minister : das oder die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, zu deren Zuständigkeitsbereich die Flussfischerei und die Industrialisierung der Fischzucht gehören;

2. die Fische : alle Arten von lebenden Fischen, Weich- und Krustentieren, ihre Eier und Samen;

3. der Fischzüchter : jede natürliche oder juristische Person, für die die Aufzucht, das Lagern, der Transport oder der Import von Fischen, die eingesetzt werden sollen, eine Einnahmensquelle darstellt.

Art. 2. Die Minister gestatten den Fischzüchtern, Fische in die Gewässer einzusetzen, die dem Gesetz über die Flussfischerei unterliegen.

Die Genehmigung ist insbesondere an die Beachtung folgender Bedingungen geknüpft :

1. die Erstellung eines ständigen Inventars zur Festlegung der Fischmengen mit Angabe der Herkunft der Fische;

2. die Führung von Geschäftsunterlagen für jede Zuchteinheit, mit der genauen Angabe der Menge und der Resultate der Entleerungen;

3. die ständige Verfügbarkeit dieser Unterlagen für den Forst-, Fischerei- und Jagddienst;

4. der Besitz einer Bescheinigung über eine Gesundheitskontrolle, ausgestellt von einem der in Artikel 4 genannten Laboratorien;

5. für den Dienst für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen und eventuell für den Tierarzt des mit der Gesundheitskontrolle beauftragten Laboratoriums die Genehmigung für den Zutritt zu den Anlagen der Fischzüchter.

Die Minister beschliessen die Form und den Inhalt der Anträge und Unterlagen, sowie das Verfahren für die Bewilligung und den Entzug der Genehmigung.

Art. 3. Die in Artikel 2 genannte Bescheinigung über eine Gesundheitskontrolle betrifft folgende Krankheiten : Mykosen, Bakterienerkrankungen, Viruserkrankungen, Protozoen und Metazoenkrankheiten, Traumen.

Und im einzelnen für :

1. die Fische aus der Familie der Salmoniden : hämorrhagische Virusepsie, infektiöse Pankreasnekrose, Furunculose, Myxosomiasis;

2. den Karpfen (*Cyprinus Carpio*) : infektiöse Bauchwassersucht, Erythrodermatitis;

3. den Hecht (*Esox lucius*) : Rhabdovirose des Hechtes;

4. Die Krebse für folgende Krankheit : Krebspest.

Art. 4. Die Minister bestimmen die Laboratorien, die mit der Feststellung der Erreger der in Artikel 3 aufgezählten Krankheiten beauftragt sind, und dies nach dem günstigen Gutachten einer Kommission, die sich aus folgenden Mitgliedern zusammensetzt :

1. dem Generaldirektor der Verwaltung zu deren Zuständigkeitsbereich die Naturschätze und die Umwelt gehören, oder seinem Bevollmächtigten, der die Amtsgeschäfte des Direktors ausübt;

2. einem Beamten des Forst-, Jagd- und Fischereidienstes;

3. dem Beamten, der mit der Akte über den Antrag auf Genehmigung beauftragt ist;

4. zwei wissenschaftlichen Persönlichkeiten, deren Kompetenz in Fischzuchtangelegenheiten anerkannt ist und die die Minister unter den Mitgliedern des Lehrkörpers der Hochschulen auswählen. Diese beiden Persönlichkeiten können sich durch ihren von den Ministern benannten Stellvertreter vertreten lassen.

Die Minister regeln die Organisation und die Arbeitsweise dieser Kommission.

Art. 5. Die in Artikel 4 erwähnten Laboratorien müssen folgenden Kriterien entsprechen :

in der Wallonischen Region liegen, ausser bei einer Abweichung, die durch das Fehlen von Fachkenntnissen oder von Spezialgerät gebührend gerechtfertigt ist;

über das Material verfügen, das für die Feststellung der in Artikel 3 aufgeführten Krankheiten unerlässlich ist;

über spezialisiertes Personal und insbesondere einen Doktor der Veterinärmedizin verfügen, der Inhaber einer Bescheinigung über die Teilnahme an einer zusätzlichen Ausbildung in der Lehre von den Fischkrankheiten ist, oder über Fachkenntnisse verfügt, die von der in Artikel 4 genannten Kommission als gleichwertig anerkannt werden;

von den Fischzüchtern unabhängig sein.

Art. 6. Der Forst-, Jagd- und Fischereidienst hat den Auftrag, aus den zum Einsetzen bestimmten Fischen welche zu entnehmen und diese den in Artikel 4 genannten Laboratorien zukommen zu lassen.

Art. 7. Unbeschadet der Anwendung der Artikel 25, 26 und 27 des Gesetzes über die Flussfischerei kann die Genehmigung zum Einsetzen von den Ministern zurückgezogen werden, wenn das Einsetzen in Übertretung von Artikel 2 des vorliegenden Erlasses durchgeführt wird.

Art. 8. Artikel 2 Absätze 1 und 2 sowie Artikel 7 treten nach der Veröffentlichung der in den Artikeln 2 und 4 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Durchführungserlasse in Kraft.

Art. 9. Die Minister sind mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 20. November 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 85 — 2711

20 NOVEMBER 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het uitstorten van vissen in wateren waarop de wet op de riviervisserij van toepassing is, geoorloofd is

De Waalse Gewestexecutieve :

Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, inzonderheid op de artikelen 10 en 25;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, 6°;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Raad voor de Riviervisserij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie en van de Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1. De Ministers : het lid of de leden van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens (wier) bevoegdheden de riviervisserij en de industrialisatie van de visteelt behoren;

2. De vissen : elke soort levende vissen, weekdieren en schaaldieren, hun eieren en zaden;

3. De viskweker : elke natuurlijke of rechtspersoon voor wie het kweken, het opslaan, het vervoer en de invoer van vissen, die voor het uitstorten bestemd zijn, een bron van inkomsten uitmaken.

Art. 2. De Ministers machtigen de viskwekers ertoe, vissen uit te storten in de wateren waarop de wet op de riviervisserij van toepassing is.

De machtiging wordt onderworpen aan het nakomen van de volgende voorwaarden :

1. een permanente inventaris houdende bepaling van de hoeveelheden vissen - met aangifte van hun herkomst - opmaken;

2. bestuursdocumenten voor elke teelteenheid houden met nauwkeurige aangifte van de lasten en de resultaten van de ledigingen;

3. deze documenten ter beschikking houden van de Bos-, Jacht- en Visserijdienst;

4. een getuigschrift van sanitair onderzoek bezitten, afgegeven door één van de in artikel 4 bedoelde laboratoria;

5. de toegang tot de installaties van de viskwekers toestaan aan de Bos-, Jacht- en Visserijdienst en eventueel aan de dierenarts van het laboratorium, die met het sanitaire onderzoek belast is.

De Ministers bepalen de vorm en de inhoud van de aanvragen en documenten, alsmede de procedure voor de verlening en de intrekking van de vergunning.

Art. 3. Het in artikel 2 bedoelde getuigschrift van sanitair onderzoek betreft de volgende ziekten : mycose, bacteriënziekten, virusziekten, protozoaire en metazoaire ziekten, traumatisme.

En in het bijzonder voor :

1. de vissen die tot de familie van zalmachtige vissen behoren : virale hemorragische septikemie, pancreasnecrose, furunculose, myxosomase;

2. de edelkarper (*Cyprinus carpio*) : besmettelijke buikwaterzucht erythrodermatitis;

3. de snoek (*Esox lucius*) : rhabdovirose van de snoek;

4. de rivierkreeften voor de volgende ziekte : pest van de rivierkreeft.

Art. 4. De Ministers wijzen de laboratoria aan, die ermee belast zijn, de ziekteverwekkers op te sporen, die de in artikel 3 bedoelde ziekten veroorzaken kunnen, na gunstig advies van een commissie samengesteld uit :

1. de Directeur-generaal van de Administratie tot wier bevoegdheden de natuurrijdommen en het leefmilieu behoren of zijn afgevaardigde die de functies van de voorzitter uitoefent;

2. een ambtenaar van de Bos-, Jacht- en Visserijdienst;

3. de ambtenaar die met het dossier betreffende de aanvraag om vergunning belast is;

4. twee wetenschappelijke persoonlijkheden wier bevoegdheid inzake visteelt erkend is en die de Ministers uit het onderwijzend personeel van hoge scholen kiezen.

De beide persoonlijkheden kunnen zich laten vertegenwoordigen door hun plaatsvervanger, die door de Ministers benoemd wordt.

De Ministers regelen de organisatie en de werkwijze van deze commissie.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde laboratoria moeten aan de volgende criteria beantwoorden :

in het Waalse Gewest gevestigd zijn, behoudens afwijking behoorlijk gerechtvaardigd door het gebrek aan bevoegdheden of aan gespecialiseerde toestellen;

over de toestellen beschikken, die voor de opsporing van de in artikel 3 bedoelde ziekten onontbeerlijk zijn;

over het gespecialiseerde personeel beschikken en onder andere over een dierenarts die houder is van een getuigschrift dat vastlegt dat hij bijscholingscursussen in pathologie der vissen gevolgd heeft of die over een door de in artikel 4 bedoelde commissie als gelijkwaardig erkende bevoegdheid beschikt;

onafhankelijk zijn van de viskwekers.

Art. 6. De Bos, Jacht- en Visserijdienst is ermee belast, enkele vissen die voor de uitstorting bestemd zijn te ontnemen en ze aan de in artikel 4 bedoelde laboratoria te zenden.

Art. 7. Onverminderd de toepassing van de artikelen 25, 26 en 27 van de wet op de riviervisserij kan de vergunning tot uitstorting door de Ministers ingetrokken worden wanneer de uitstorting in overtreding van artikel 2 van dit besluit verricht wordt.

Art. 8. Het artikel 2, leden 1 en 2 en het artikel 7 treden in werking nadat de in artikelen 2 en 4 van dit besluit bedoelde uitvoeringsbesluiten in het *Belgische Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Art. 9. De Ministers zijn met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 20 november 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

REGION WALLONNE

F. 85 — 2712

20 NOVEMBRE 1985. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 juillet 1982 d'exécution de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 réglementant la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi dans la Région wallonne

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er, alinéa 3, a, modifié par les lois des 14 juillet 1951 et 14 février 1981;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 réglementant la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi dans la Région wallonne, notamment les articles 1er et 2;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 1982 d'exécution de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 réglementant la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi dans la Région wallonne, modifié par les arrêtés ministériels des 15 septembre 1982, 10 janvier 1984 et 21 juin 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'emploi en date du 7 novembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que les coefficients applicables pour la facturation des primes auxquelles l'intérimaire a droit à charge de l'utilisateur,

doivent être fixés d'urgence pour ne pas entraver la mission de l'Office national de l'emploi sur le marché du travail temporaire en Région wallonne;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. A l'article 1er de l'arrêté ministériel du 7 juillet 1982 d'exécution de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 réglementant la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi dans la Région wallonne, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les tarifs horaires à charge des utilisateurs sont établis en affectant les salaires horaires bruts des intérimaires augmentés des modérations salariales d'un coefficient qui peut faire l'objet d'adaptation notamment en fonction de ses composants.

Le coefficient de 1,75 est d'application aux contrats conclus après le 31 décembre 1985. Il est réduit de 0,02 pour les utilisateurs qui fournissent eux-mêmes les vêtements de travail et de protection obligatoires aux intérimaires mis à la disposition par l'Office national de l'emploi. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1986.

Namur, le 20 novembre 1985.

V. FEAUX